

Newsletter n°15 : Décommoditisation, Sucre, OCDE, New Deal vert et ZLECAf

Bonjour,

Alors que la récolte française de blé en cette année 2019 figure parmi les plus abondantes, un constat s'impose : **sur l'ensemble des céréales, l'Union européenne a maintenant une balance commerciale à peine équilibrée voire déficitaire**. La recherche d'une moindre dépendance aux importations de protéines végétales devient, par ailleurs un objectif politique comme l'a montré le Président Macron à l'issue du sommet du G7 de Biarritz. **Il en résulte un besoin de rééquilibrage entre céréales et oléo-protéagineux d'autant plus souhaitable que la PAC ne dispose pas des instruments existants aux Etats-Unis pour faire face à la concurrence effrénée des pays de la Mer Noire. Aussi, se développe l'idée que [la « vocation exportatrice » est en train de laisser place à un mouvement profond de différenciation/décommoditisation](#) pour les céréales comme pour les oléo-protéagineux.**

Suite à la publication d'un rapport « [une politique sucrière européenne à reconstruire](#) », nous avons souhaité réagir par [communiqué de presse](#) au rapport de la Commission qui était censé apporter des réponses à la crise du sucre. **On regrette qu'il minimise l'effet de la suppression des quotas sur la surproduction mondiale. La politique de biocarburants n'est pas évoquée alors même qu'elle est utilisée par les principaux pays producteurs dans le monde comme un stabilisateur face à la volatilité des marchés du sucre. Ce rapport traduit l'absence de stratégie d'une Europe qui se limite à commenter la crise. On relèvera d'ailleurs que le Royaume-Uni envisage en cas de Brexit dur à instaurer des droits de douane à 150€ par tonne de sucre, soit le différentiel entre le prix actuel et l'ancien prix plancher européen !**

Le démantèlement progressif de la PAC apparaît d'autant plus flagrant au regard du renforcement des politiques agricoles ailleurs dans le monde. C'est ce que l'on observe dans le [Panorama des politiques agricoles et alimentaires dans le monde](#) que nous avons établi à partir des chiffres produits par l'OCDE. On montre que la distinction entre pays développés et pays émergents n'est pas valable pour expliquer les différences de soutien. C'est dans les pays « neufs », les pays à fronts pionniers, où l'on observe les plus faibles soutiens. De plus, **parmi les grands pays producteurs se dessine une convergence du niveau des soutiens dans une plage comprise entre 15 et 20% de la valeur des produits agricoles.**

OCDE toujours. **Les dernières prévisions du château de la Muette montrent à nouveau que les modèles de simulation utilisés pour prévoir les prix et évaluer les politiques agricoles restent toujours étrangers à la réalité des phénomènes expliquant la volatilité des prix agricoles.** [Pourquoi l'OCDE persiste-t-elle dans l'erreur ?](#) S'agit d'un exemple de fabrique de l'ignorance, notion en vogue en sociologie ?

Nous nous intéressons à l'Afrique où la création de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf) interroge. **S'agit-il là d'un projet panafricain salvateur ou d'une soumission dangereuse aux dogmes néo-libéraux ?** Comme le précise Gilles Dufrénot dans l'article sur [les conditions de réussite de la ZLECAf](#) que nous reprenons ici, **l'Afrique devra s'inspirer de la Chine en matière de sortie de la pauvreté des ruraux et sera amené à renégocier certains accords commerciaux notamment avec l'Union européenne.**

L'évolution de l'Afrique et de son agriculture passe également par un questionnement sur [le rôle croissant du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaires en Afrique](#). C'est ce qu'entreprend un rapport coordonné par Inter-réseaux, Issala et SOS Faim où sont décryptés les stratégies d'influence autour d'initiatives comme l'Alliance pour la révolution verte en Afrique.

Enfin, alors qu'en Europe comme aux Etats-Unis émergent la nécessité d'un New Deal vert, un collectif de chercheurs américains considère que ce mouvement doit pleinement intégrer les dimensions agricoles et alimentaire car [l'agriculture américaine a besoin d'un New Deal version 21^{ème} siècle](#). **Etablissant un parallèle pertinent avec le New Deal des années 1930 qui constitue toujours la référence en matière de politique agricole interventionniste, le collectif promeut l'idée que pour être à la hauteur des enjeux environnementaux il faut également traiter les questions économiques et en premier lieu celles des prix agricoles.**

Bonne lecture !